



Éditorial



Habiter la terre autrement !

Les hommes n'ont jamais eu autant le pouvoir de façonner la nature par leurs techniques, mais ils ont perdu le contrôle de cette transformation et pourraient assister impuissants à la catastrophe qu'ils ont engendrée. Devant certaines évolutions irréversibles, l'espoir qu'on avait nourri que nous pouvons réparer la planète est voué à être cruellement déçu.

Ce paradoxe amer est souvent pointé par l'usage d'un mot relativement nouveau : l'anthropocène. Le mot désigne la nouvelle ère dans laquelle nous sommes entrés, marquée par les effets globaux, irréversibles, systémiques des actions humaines sur la nature. C'est aussi une manière de souligner les responsabilités qui incombent désormais aux êtres humains vis-à-vis de la nature et des générations à venir. Il faut penser et agir dans l'anthropocène.

Nous devons nous libérer d'une conception de la modernité issue de la révolution industrielle qui se fondait sur l'affranchissement des contraintes naturelles. Et il nous faut désormais reconnaître que la dimension écologique des faits sociaux est inscrite au cahier des charges du projet démocratique.

L'impératif de protection de la nature devrait être intégré à tout mouvement social ou politique. Car protéger la nature, c'est protéger les plus vulnérables de nos concitoyens ainsi que les générations futures.

Le réchauffement climatique n'épuise pas l'ensemble des défis écologiques actuels. L'objectif à poursuivre, à savoir limiter ce réchauffement à deux degrés, doit être précisé selon ses modalités (que faire ? qui paye ?) et selon son horizon : faut-il agir dès maintenant, en 2020 ou en 2030 ? Il ne suffira pas de confier la transition écologique au marché, et la régulation globale aux acteurs publics (les états en fait), il faut aussi plaider pour l'exemplarité des comportements individuels et orienter les investissements vers les énergies renouvelables. Il s'agit de rassembler les conditions pour qu'émerge enfin le grand récit d'une mondialisation heureuse.

Antoine Sondag

antoine.sondag@lebret-irfed.org

Échos d'une mission au cœur de la Cop21

par Estelle Grenon

Estelle Grenon a été ces derniers mois la coordinatrice Cop 21 pour un certain nombre d'ONG confessionnelles (catholiques). À ce titre, elle a animé un site internet, a coordonné des plateformes associatives, a contribué à l'accueil de membres de la société civile à Paris, de « pèlerins » venus pour s'associer à la négociation.

Voir l'un des sites autour de cet évènement : <http://cop21religions.org/>

Elle nous fait part ici de son expérience, des possibilités et des limites de l'action de la société civile pour influencer sur le résultat d'une négociation internationale.

Au Bourget, à côté de Paris, du 30 novembre au 11 décembre se sont réunies les délégations de 195 États, des membres de la société civile : entreprises, ONG, scientifiques, collectivités territoriales, populations autochtones mais aussi des religieux du monde entier. Au total plus de 40 000 participants ont œuvré avec un objectif : parvenir à un accord pour maintenir le réchauffement mondial en deçà de 2°C.

La France fut au cœur d'un évènement de premier ordre sur le plan international. Des hommes et femmes de bonne volonté y ont œuvré pour notre avenir commun. Les plus vulnérables aux risques climatiques attendaient de cette Conférence un réveil de la Communauté internationale et un élan de solidarité, notamment financière pour soutenir leur développement durable.

2015 : année charnière

La Cop21 n'était pas une Conférence classique. 2015 était l'échéance fixée pour conclure un accord universel permettant de contenir le réchauffement climatique sous le seuil de 2°.

Ce fut un moment charnière, un moment d'espérance vécu dans une période extrêmement troublée par les attentats du 13 novembre survenus à Paris et dans le même temps à Beyrouth, Bamako.... Entre Laudato Si' (juin 2015), la définition des Objectifs de développement durable (septembre), et la Cop21 (décembre), la Conférence des évêques a qualifié l'année 2015 de Kairos, le moment opportun pour agir. L'heure n'était plus aux scepticismes, aux querelles de chiffres qui décrédibilisent les débats... L'heure n'était plus à l'attitude indifférente de ceux qui prétendent qu'il n'y a pas de

problème. Ou qu'il y en a un et qu'on ne peut rien faire. L'heure était à l'action et à la détermination.

Une expérience de rencontres engagées

La Cop fut un espace de rencontres pour accroître la prise de conscience et impulser le changement. Ouvrir les yeux, ouvrir le cœur à ce que vit l'autre, ici et ailleurs.

Rencontres dans l'enceinte des négociations entre chefs de grands États et de petits États, entre observateurs et négociateurs, entre hommes et femmes, entre jeunes et moins jeunes. Mais bien au-delà des négociations les liens se tissèrent dans l'espace Générations climat, au Village citoyen, à la Zone d'action pour le climat, entre maires de grandes villes, dans les rues...

Rencontres sur la route aussi. Une série de pèlerinages s'est lancée vers Paris depuis les Philippines, le Vietnam, l'Allemagne, l'Angleterre, les pays scandinaves... Certains ont décidé d'utiliser leur propre énergie pour rejoindre Paris : à pied ou à vélo. Preuve que l'écologie n'est pas un retour en arrière mais bien une perspective d'avenir.

La mobilisation s'est ainsi élargie à des croyants venus de différents pays du monde. Ces pèlerins ont marché pour la justice climatique. Accueillis dans plusieurs diocèses de France, ils étaient porteurs de la voix des peuples les plus exposés aux risques du dérèglement climatique. Cela a contribué à ne pas oublier d'« honorer la dette écologique entre le Nord et le Sud ».

Mgr Brunin, chargé de coordonner la mission Cop21 à la Conférence des évêques de France a salué ces pèlerinages par ces mots : « La parole de l'Église fut nourrie du message de Laudato si'. Je crois qu'elle a été entendue parce qu'elle était accompagnée du témoignage de nos frères et sœurs venus d'Afrique, des Philippines, d'Amazonie et bien d'autres régions du monde. »

Rencontres à domicile. Ephatta, un site Internet d'hospitalité chrétienne a permis l'hébergement chez des particuliers de pèlerins et de citoyens engagés à la Cop21. La Coalition climat 21 a également favorisé l'accueil à domicile d'activistes alors que bon nombre d'hôtels et auberges de jeunesse affichaient complets.

Rencontres par le biais de l'art comme avec L'Orchestre des instruments recyclés de Cateura dirigé par Favio Chávez. Formé d'enfants, adolescents et jeunes de conditions défavorisées vivant aux environs de la décharge Cateura d'Asunción au Paraguay, l'orchestre s'est produit sur la scène de l'Unesco le jour de l'ouverture de la Cop21.

Après l'écoute de la voix des chefs d'État au Bourget, ce haut lieu de défense de l'éducation et des cultures accueillait cet orchestre si particulier. Sur scène, des instruments faits à partir de déchets recyclés. Un saxophone avec un bout de goulotte et des pièces de monnaie. Un violon avec un pot de peinture, une fourchette et un bout de palette. Une contrebasse avec un bidon d'huile. La créativité latino-américaine au service de la maison commune. Ils apportaient leur musique sur Paris, formidable témoignage du « Tout est lié » du pape François : « "une vraie approche écologique se transforme toujours en une approche sociale." » (Laudato Si' 49)

Le rôle de la société civile : caution des États ou efficacité réelle ?

L'une des singularités de cette Cop tirant les leçons du dit « échec de Copenhague » en 2009 fut une meilleure écoute de la mobilisation citoyenne. Le souvenir amer de déception de l'accord refusé à Copenhague planait sur la présidence française. Les négociateurs ont compris que ce n'était pas qu'une question de chiffres, de décisions politiques et que rien ne se ferait rien

sans le relais citoyen. Le travail diplomatique français a ainsi cherché à s'appuyer sur une complémentarité des scientifiques, des politiques, des citoyens, des religions. Il a encouragé la dynamique citoyenne qui a d'ailleurs fini par lui échapper pour gagner en liberté pour contester la tiédeur de certaines décisions.

Travail collaboratif, constructif et contestataire aussi

La plateforme Coalition climat 21 a mis en place un travail collaboratif des associations confessionnelles ou non, locales, nationales et internationales. Le sens de leur action était la défense de la justice climatique, les liens entre la paix mondiale et les atteintes à l'environnement.

Pour cela, un effort de pédagogie fut développé par les organisations type CCFD Terre solidaire, le Secours catholique, la Cidse, le WWF, la Fondation Nicolas Hulot, Le Réseau Action climat, Les Amis de la terre, Attac, Alternatiba mais aussi dans les médias. Des soirées débats furent organisées pour faciliter la compréhension des enjeux, des risques pour la vie humaine, animale et végétale. Les médias ont donné un visage humain aux conséquences de l'accélération du réchauffement climatique. Des témoignages ont donné à entendre combien le réchauffement climatique pouvait avoir pour effets de la souffrance, le déplacement de populations, la fragilisation des plus pauvres.

Pendant des mois avant la tenue de la Conférence, ces associations ont pu faire pression pour mettre des sujets sur le tapis des négociations : les océans, la sécurité alimentaire, les droits humains, les énergies renouvelables, la gestion des ressources naturelles...

La question climatique, une question de justice

La montée des eaux due au réchauffement climatique influence les lieux de vie de nombreuses populations comme dans les deltas très peuplés du Nil et du Gange, et pour de nombreuses îles du Pacifique notamment. Elle rendra inapte à l'agriculture de nombreuses terres devenues trop chargées en sel. À côté de cela le dérèglement des courants océaniques se trouve à l'origine d'une

aggravation des événements climatiques extrêmes tels les vagues de chaleur, les cyclones, les typhons, les inondations. Ces changements risquent d'entraîner la destruction irréversible des moyens d'existence (habitat, troupeaux, champs), la baisse des rendements agricoles, des famines, des manques d'eau, l'extension de maladies parasitaires.

En ce sens, les activistes étaient conscients que la question climatique est une question de justice. Justice entre les nations : les pays les plus pauvres sont ceux qui ont le moins contribué au réchauffement climatique et en payent le prix le plus fort. Justice entre les générations: les jeunes d'aujourd'hui vivent avec la conscience d'un monde aux ressources limitées, épuisables. Justice entre les riches et les pauvres, plus ou moins dépendants des aléas climatiques. Leur rôle était de permettre que l'Accord entrave les actions des États et des firmes multinationales en particulier dans leurs opérations de destruction ou de prédation des ressources naturelles, et de surexploitations des ressources humaines.

Ceci dit, le rejet de la mention des Droits de l'homme a minima dans le préambule du texte et non dans le texte lui-même pose question, et cela révèle les pressions de certains pays (Arabie Saoudite et Chine) face auxquels les pays dits démocratiques se sont peu affirmés.

L'influence déterminante des religions

« Les religions ont cette capacité de porter la réflexion au niveau des consciences, des changements de mode de vie pour préserver notre planète et le sort des générations qui viendront après la nôtre » a affirmé Mgr Pontier, président de la Conférence des évêques de France. Les chefs religieux ont contribué à expliciter les enjeux spirituels de la crise climatique, à défendre le bien commun, à sensibiliser à l'urgence de la situation et à la responsabilité de chacun.

L'encyclique du pape François parue au mois de juin a donné du souffle aux activistes catholiques. Elle a inscrit les débats dans une perspective de long terme. Elle fut très souvent citée à la tribune. Pour Mgr Brunin, elle a le mérite de « défataliser » la situation et d'inviter à l'action ». Son réalisme empreint d'optimisme en l'homme a alimenté les débats.

Lucides mais empreints d'espérance en l'homme

« Tout n'est pas perdu, parce que les êtres humains, capables de se dégrader à l'extrême, peuvent aussi se surmonter, opter de nouveau pour le bien et se régénérer, au-delà de tous les conditionnements mentaux et sociaux qu'on leur impose. Ils sont capables de se regarder eux-mêmes avec honnêteté, de révéler au grand jour leur propre dégoût et d'initier de nouveaux chemins vers la vraie liberté. » L'accord de Paris visait dans son esprit à frayer un chemin vers davantage d'unité de la famille humaine.

La déclaration islamique sur le changement climatique, lancée à l'occasion d'un colloque international islamique sur le changement climatique à Istanbul en août 2015, insistait : « Que diront de nous les générations futures héritant d'une planète dégradée ? ».

En octobre, depuis la Cité du Vatican, des cardinaux, des patriarches et des évêques du monde entier représentés par les présidents des conférences épiscopales continentales ont lancé un appel aux négociateurs de la COP21 à Paris pour demander la garantie que les populations les plus vulnérables ne soient pas les laissées pour compte d'un éventuel accord. Ces religieux ont rédigé un texte en dix points disponible sur divers sites, par exemple le site de www.justice-paix.cef.fr

L'implication souhaitée des plus vulnérables

Élaboré en collaboration avec les ONG fédératives catholiques Caritas et Cidse (réseau des agences catholiques de développement), l'appel a demandé « l'implication des populations les plus pauvres, les plus vulnérables et les plus touchées à tous les niveaux du processus décisionnel ». Dans son discours adressé à l'occasion de l'Assemblée générale des Nations unies, le Pape a souligné que l'abus et la destruction de l'environnement sont aussi accompagnés d'un processus d'exclusion constant. L'archevêque Mgr Ribat de Papouasie-Nouvelle-Guinée insiste sur la conscience des risques pour la survie des communautés de bord de mer.

Le Cardinal Parolin a pris la parole au nom du Vatican le 30 novembre à la tribune du Bourget devant l'ensemble

Libre propos



Pascal Canfin, ancien ministre délégué au développement, ancien parlementaire européen, aujourd'hui directeur général du WWF France, l'une des principales ONG de défense de l'environnement, réagit aux résultats de la COP21 dans une interview à La Croix. En voici des extraits.

À Paris, nous avons enfin trouvé un premier accord sur le climat, cet accord est globalement satisfaisant. Mais il a une limite : il ne prévoit pas d'actions à court terme. Ce qui est prévu n'est pas suffisant. On risque de rester sur une trajectoire de 3 degrés d'augmentation pour le réchauffement climatique. Or cela est incompatible avec ce que les scientifiques demandent. Il faut agir plus vite, dans les 5 à 10 prochaines années.

Dans les accords de Paris, on a de bons objectifs à long terme, mais pas suffisamment d'actions à court terme. L'enjeu est de traduire l'accord de Paris, le moment politique dans la réalité des décisions celles des

des chefs d'État pour rappeler l'enjeu de fraternité. « Le changement climatique ne connaît ni frontières, ni barrières politiques ou sociales qui permettraient de s'en isoler. Cela doit renforcer la conscience que nous avons d'être une seule famille et la certitude qu'il n'y a pas d'espace pour ce qu'on appelle la globalisation de l'indifférence. » Il a mis en valeur l'universalité des risques encourus.

Les religieux ont cherché à créer des liens entre respect de la terre, respect des hommes, de leur dignité en questionnant : l'homme est-il respecté quand il n'est vu qu'au travers du prisme de la consommation ? L'homme est-il respecté quand ce qu'il fait sortir de terre ne lui permet pas de survivre ? L'homme est-il respecté quand il vit entouré de déchets ? L'homme est-il respecté quand la forêt qui l'entoure fait l'objet de spéculation alors qu'elle abrite l'âme de ses ancêtres ? L'homme est-il respecté quand son mode de vie altère sa santé ? La terre est-elle respectée quand ses ressources sont pillées à certains endroits pour qu'une minorité les dilapide ? La terre est-elle respectée

entreprises, des collectivités locales, des États. Il ne faut pas oublier les engagements des entreprises ; avant Paris, on a pris 10 000 engagements pour les entreprises et les collectivités locales. Comment cela se traduit-il dans les décisions de ces entreprises, de ces collectivités locales, dans les politiques publiques ?

C'est le rôle de la société civile de faire pression pour que ces engagements soient tenus.

La COP21 a été exceptionnelle, ne nous attendons pas à avoir une COP22 (en 2016, à Marrakech) au même niveau. Il y aura moins de mobilisation, l'enjeu sera moins important. Mais cet enjeu sera spécifique : il concerne l'adaptation, le parent pauvre de l'accord de Paris, à savoir le financement du nord vers le sud.

Permettre aux pays les plus pauvres, et les plus affectés par le changement climatique, de s'adapter aux conditions nouvelles. L'adaptation des pays en difficulté, c'est une priorité pour l'Afrique... Nous allons contribuer à ce que cela soit pris en compte. C'est aussi le rôle de la société civile.

quand un sixième continent de déchets est en train de se former ?

Les croyants ont prié pour les négociations, ils continuent de prier pour la conversion écologique. Il faut espérer que « l'humanité du début du XXI^e siècle pourra rester dans les mémoires pour avoir assumé avec générosité ses graves responsabilités. » (Laudato Si & 165).

Échos d'une Cop dans un contexte post attentats

Au lendemain funeste des attaques terroristes survenues à Paris, il a fallu du courage pour continuer d'agir avec le souffle du bon esprit. Alors que le lien avec le politique se complexifiait pour la société civile sous le régime de l'état d'urgence, l'heure devait rester à l'action commune, à retirer les obstacles qui pouvaient la freiner, dans les limites posées par les contraintes sécuritaires. Les raisons d'agir étaient là, restait à mettre en place les modalités.

La décision fut prise d'interdire les marches citoyennes, considérées comme

cibles potentielles d'actions malveillantes. Leur organisation par la société civile avait demandé un engagement considérable. La nouvelle de l'interdiction de la grande marche citoyenne du 29 novembre a entraîné une mobilisation en ordre plus dispersé. L'action citoyenne a été freinée mais elle a existé. Il y avait de quoi baisser les bras, de quoi entrer dans une logique de découragement après l'interdiction de tous les rassemblements pour des raisons sécuritaires. D'autres formes d'interpellation furent mises en place: installation de chaussures place de la République à Paris, création de messages avec rassemblement géolocalisé d'hommes et femmes, village Alternatiba...

Protéger la terre pour protéger la paix

Le point positif de la tenue de la Cop dans un contexte si tendu a mis en avant combien les changements climatiques et la surexploitation des ressources naturelles, constituaient une menace pour la paix. N'oublions pas la sécheresse agricole parmi les causes de la crise en Syrie. Il y a déjà fort longtemps, René Dumont soulignait combien nos excès ici sont payés là-bas. « De là je ne vise pas du tout à culpabiliser mais à responsabiliser. La nuance est importante. L'objectif n'est pas d'entrer dans un sentiment mortifère de culpabilité qui fige mais un sentiment de je suis responsable, à quoi cette responsabilité m'engage ? C'est par le pillage du Tiers monde que nous avons pu accroître à un niveau intolérable nos gaspillages et voici qu'ils menacent l'humanité. Il nous faut rebâtir une société où la solidarité respectera la dignité de l'autre et de nos descendants, pas seulement en paroles mais économiquement, politiquement et écologiquement. »

Premier candidat écologiste à l'élection présidentielle française, en 1974, René Dumont avait inlassablement tenté de sensibiliser les humains aux dangers qu'ils encourageaient à modifier en profondeur leur environnement. Le pape François au paragraphe 19 de son encyclique *Laudato Si'* reprend son élan avec ces mots : « L'objectif n'est pas de recueillir des informations ni de satisfaire notre

curiosité, mais de prendre une douloureuse conscience, d'oser transformer en souffrance personnelle ce qui se passe dans le monde, et ainsi de reconnaître la contribution que chacun peut apporter. »

Un regard sur les suites de l'accord de Paris : vigilance et mise en mouvement

Et maintenant, en langage sportif, je dirais qu'il reste à transformer l'essai. À veiller à ce que l'Accord ne reste pas un vœu pieux pour 1,5°C alors que notre empreinte écologique actuelle conduirait à un réchauffement d'environ 3°.

Il reste à redoubler de vigilance face à des projets qui seraient incohérents avec les principes édictés à la Cop21. Il ne s'agit pas de revivre des catastrophes écologiques comme l'Erika en 1999, l'accident chimique de Seveso en 1976, l'accident nucléaire de Tchernobyl en 1986 ou d'autres déversements de déchets toxiques si fréquents et autres entreprises de déforestation massive.

À nous d'être bien conscients que, pour pouvoir vivre comme on le fait dans certaines régions du monde, d'autres meurent au loin, des terres sont saccagées, polluées, des ressources sont pillées, des populations sont chassées avec une violence extrême.

Le modèle actuel de développement est fondé sur l'idée d'une production et d'une consommation illimitées. Or ce modèle qui a permis une amélioration des conditions de vie a aussi causé la raréfaction de ressources naturelles, l'exclusion, la concentration des émissions de gaz à effet de serre, cause d'une accélération du réchauffement climatique.

Tous acteurs

Il va falloir s'adapter, agir, créer du lien autour des impératifs écologiques. Il est temps de se questionner sur les habitudes à changer et sur la manière de le faire. Replacer nos efforts de réduire notre impact négatif sur l'environnement dans des enjeux de respect de l'autre.

Trouver les moyens de vivre la transition énergétique, la réduction de consommation énergétique sur le plan individuel comme collectif.

Il ne faudra pas avoir peur de s'engager, d'introduire des principes écologiques lors de l'organisation d'évènements, de rassemblements. De s'encourager à aller plus loin, à être plus cohérents. Avec des gestes tout simples comme l'utilisation de moins de jetable, de plus de durable.

Dans le discours des vœux à la Curie prononcé le 21 décembre 2015, à Rome, le pape François a vanté les mérites de la sobriété la définissant comme « la capacité de renoncer au superflu et de résister à la logique consumériste dominante. La sobriété est prudence, simplicité, concision, équilibre et tempérance. La sobriété c'est regarder le monde avec les yeux de Dieu et avec le regard des pauvres et de la part des pauvres. La sobriété est un style de vie, qui indique le primat de l'autre comme principe hiérarchique et exprime l'existence comme empressement et service envers les autres. Celui qui est sobre est une personne cohérente et essentielle en tout, parce qu'elle sait réduire, récupérer, recycler, réparer, et vivre avec le sens de la mesure. »

Tout ce que nous pouvons faire, chacun et ensemble a son importance. C'est précieux pour notre maison commune et nos frères en souffrance. La part du colibri comme le dit la légende. Un jour, il y eut un immense incendie de forêt. Tous les animaux terrifiés, atterrés, observaient impuissants le désastre. Le petit colibri, lui, s'activait, allant chercher quelques gouttes avec son bec pour les jeter sur le feu. Après un moment, le tatou, agacé par cette agitation dérisoire, lui dit : « Colibri ! Tu n'es pas fou ? Ce n'est pas avec ces gouttes d'eau que tu vas éteindre le feu ! » Et le colibri lui répondit : « Je le sais, mais je fais ma part. »

Merci de nous faire parvenir les adresses mail de vos amis anglophones qui pourraient être intéressés par cette revue.

